

Depuis plus de cinquante ans, Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays économiquement défavorisés. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 28 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

À partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023 ou d'une autre date à convenir, Public Eye cherche pour son bureau de Lausanne ou de Zurich un·e :

## **Juriste spécialiste de la criminalité économique et du négoce de matières premières (80 %)**

Vous disposez d'un savoir-faire juridique approfondi dans le domaine de la criminalité économique et du blanchiment d'argent ? Vous avez envie de faire toute la lumière sur le modèle d'affaires du négoce de matières premières en Suisse ? Vous connaissez les processus parlementaires et le fonctionnement de l'administration fédérale ? Vous appréciez le travail de réseautage actif avec des avocat·e·s, juristes et représentant·e·s des autorités ? Alors Public Eye aimerait vous rencontrer.

Dans ce rôle exigeant, vous vous intéresserez aux questions de réglementation dans le domaine de la criminalité économique, de la corruption et du négoce de matières premières. Vous travaillerez en étroite collaboration avec une petite équipe composée de journalistes et de spécialistes des matières premières, ainsi qu'avec des spécialistes d'autres thématiques et de la communication. Vous développerez des stratégies pour mettre les revendications de Public Eye à l'ordre du jour des débats juridiques et politiques, et pour initier des changements. Vous réaliserez des analyses juridiques, évoluerez en contact régulier avec les décisionnaires du monde politique et de l'administration, collaborerez avec des réseaux nationaux et internationaux, et apporterez votre soutien à nos campagnes de plaidoyer.

### **Votre profil :**

- Diplôme universitaire de droit, connaissances spécialisées dans les domaines de la criminalité économique, de la corruption, du blanchiment d'argent (*asset recovery*) et du négoce de matières premières ; ou vous êtes disposé·e à vous familiariser avec ces sujets.
- Plusieurs années d'expérience et savoir-faire dans le domaine de l'analyse juridique. Expérience souhaitée dans le travail politique de fond.
- De langue maternelle française ou allemande avec une très bonne connaissance de l'autre langue ; très bonne maîtrise de l'anglais.
- Identification aux valeurs et objectifs de Public Eye.
- Grande motivation, esprit d'équipe et bonnes compétences sociales.
- Flexibilité permettant de faire face aux pics d'activité (temps de travail annualisé).

### **Nous vous proposons :**

Un travail exigeant, passionnant et diversifié au sein d'une équipe pluridisciplinaire engagée dans une organisation non gouvernementale dynamique. Un salaire en adéquation avec les pratiques des ONG (entre 82'602.- et 91'676.- pour un taux à 80%), 5 semaines de vacances et de bonnes prestations sociales. Lieu de travail au choix : à Lausanne ou Zurich, avec présence régulière sur l'autre site.

Nous vous prions de nous transmettre votre dossier de candidature d'ici au 23 avril 2023 à l'adresse [work@publiceye.ch](mailto:work@publiceye.ch), avec pour objet « Juriste spécialiste de la criminalité économique et du négoce de matières premières ». Les premiers entretiens auront lieu le 15 mai 2023 à Berne et les seconds, avec exercice d'évaluation, le 22 mai 2023 à Zurich ou Lausanne. Pour toute information supplémentaire au sujet du poste, veuillez contacter Angela Mattli, responsable Matières premières, Politique commerciale et Finance, au 044 277 79 99.